

ÉDITO Par **François Mathieu**

Le (juste) prix de la démocratie

À gauche, des partis en colère parce que le Bureau du Plan ne peut pas chiffrer l'une de leurs mesures-phares, la taxation des grandes fortunes. On peut comprendre leur courroux. Au-delà du contexte social qui, selon eux, justifie l'évaluation de cette mesure polémique, l'absence d'une estimation chiffrée va évidemment prêter le flanc à la critique des partis d'en face. À droite, une institution indépendante, le Bureau du Plan, qui ne cède pas à l'agacement de voir les partis la titiller une fois de plus. On peut comprendre le Plan: l'absence d'outils méthodologiques adaptés et d'un véritable cadastre des fortunes sont deux bonnes raisons pouvant justifier ce refus d'évaluation.

Au centre, un questionnement. Ni Écolo, le PS, le PTB, ni le Bureau du Plan ne sont dénués d'arguments pour justifier une situation pour le moins interpellante. S'il faut louer cet exercice à haute valeur ajoutée démocratique de chiffrer les priorités figurant dans les programmes des partis politiques, comment est-il possible que l'on ne puisse pas évaluer deux des thématiques qui intéressent au premier plan les citoyens? Même si l'on a montré dans ces colonnes que le ressenti d'une croissance des inégalités devait être nuancé, la volonté d'une plus grande justice fiscale vit au sein de la population. Elle doit donc être prise en considération. Que dire alors de l'impossibilité du Bureau du Plan de chiffrer les effets de certaines mesures sur la réduction des gaz à effet de serre? Le climat, on l'a constaté dans les rues ces derniers mois, est aussi l'une des principales préoccupations de la population. Pourquoi est-on incapable d'y répondre? Une fois de plus, l'explication réside dans l'incapacité de faire coïncider nos moyens et une belle ambition. Une bonne partie des parlementaires qui critiquent aujourd'hui "la faiblesse méthodologique" du Bureau du Plan ont serré la vis budgétaire de cette institution ces dernières années. Et failli oublier de publier au *Moniteur* la loi autorisant le chiffrage des priorités des partis à la fin 2018. Manifestement, tout le monde n'a pas le même sens des priorités. Il faudra s'en souvenir lors de l'évaluation de cet "exercice 2019". La démocratie devrait valoir ce soutien, non?